

La DRFiP 31 défend le service public ... quand ça l'arrange

Compte rendu de la conférence téléphonique du 28 mars 2020

Toulouse, le 4 mai 2020

La réunion a commencé à ébaucher l'après 11 mai et nous vous livrons en pièce jointe de ce compte rendu le document transmis aux OS et qui a également servi de base à la discussion du CHSCT de jeudi dernier.

Nous sommes intervenus sur les points suivants :

L'accueil physique :

Le paragraphe de la fiche consacrée au déconfinement est sans équivoque :

Problématique de l'accueil physique :

Aucun accueil physique pendant la période de confinement sauf le cas particulier des bons de secours. Avec le déconfinement, la question n'est pas prise et reste à l'étude. Plusieurs problématiques ont été identifiées à ce stade : aspects bâtimentaires (capacité maximale simultanée d'accueil des usagers, organisation des flux d'usagers entrants, filtre à l'entrée, gel et produits désinfectants...)

Le schéma campagne des accueils a été déjà validé par l'ISST avec des préconisations pour neutraliser certains box. L'organisation générale reste à définir.

Nous avons fait remarquer à M. Perrin que cette fiche contrevient aux propos de M. Fournel il y a une semaine sur Ulysse qui affirmait sans détour « qu'il n'y aurait pas d'accueil physique pendant la campagne IR ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que notre direction, par cette fiche, remet en cause cette communication aux agents du directeur général qui, à notre connaissance, n'a pas été démentie.



Nous avons donc réaffirmé que, pour la CGT, l'accueil physique dans la période, c'est non ! Nous avons rappelé que le premier ministre avait dans son dernier discours mis en avant que le télétravail devait rester la règle après le 11 mai, partout où il était possible. Nous sommes favorables à un accueil sur rendez-vous pour les cas les plus complexes et à une grande souplesse vis à vis des usagers qui n'auront pas pu remplir leurs obligations déclaratives à cause de la pandémie (le « droit à l'erreur » pour cause de fracture numérique pourrait leur profiter de cette façon, en cette période exceptionnelle).

Le ministre de l'Éducation nationale annonce des classes de 15 élèves pour la reprise dans les établissements scolaires à partir du 11 mai (et de nombreux maires, enseignants, parents et chefs d'établissements ont déjà exprimés leurs réserves sur cette reprise). Nous avons réaffirmé qu'il était, pour nous, inconcevable d'envisager un quelconque accueil concernant une campagne dont l'ensemble des OS représentatives nationales et locales ont demandé le report. En effet, comment croire que l'administration pourrait raisonnablement sécuriser la santé des agents et

usagers quand on sait que les SIP les plus importants du département accueillent près de 1 000 usagers par jour durant les pics de la campagne IR.

Le directeur régional a expliqué que toutes les écoles ne reprendraient pas en même temps et que de nombreux parents resteraient en garde d'enfants après le 11 mai. **Il ne savait pas encore, à ce moment là, que le gouvernement allait trouver, quelques jours plus tard, un moyen simple et radical de mettre un terme au soi-disant choix des parents de remettre ou pas leurs enfants à l'école, en supprimant les possibilités de chômage partiel dans le secteur privé à compter du 31 mai et en supprimant les ASA pour garde d'enfants à la même date dans le secteur public.**

M. Perrin a expliqué que, compte tenu de l'adaptation des locaux aux barrières sanitaires, seulement deux tiers des effectifs pourraient globalement être présents dans les bureaux. Au cours du débat, il a reconnu qu'un accueil « normal » ne pouvait effectivement être envisagé sur les grands SIP. Nous lui avons demandé de préciser sa réponse et il nous a servi un touchant plaidoyer pour l'accueil de tous les usagers victimes de la fracture numérique. **En quelques minutes, nous avons fait un bon en arrière jusqu'au 3 avril 2019, date de l'audience de triste mémoire au tribunal administratif de Toulouse, où nos illustres directeurs avaient défendu, eux aussi, la main sur le cœur, le rétablissement du service public aux usagers honteusement empêchés par les piquets de grève des agents en lutte contre les contres-réformes Darmanin et Dussopt.** Quelle bizarrerie que cette aspiration soudaine à la défense du service public seulement quand le respect des consignes du ministre l'exige !



La délégation CGT a objecté que la statistique donnée par la DRFiP devraient déjà nous permettre de commencer, sans risque sanitaire, de lutter contre la fracture numérique. En effet, si nous ne répondons effectivement qu'à 4 000 appel sur 7 000, **nous avons donc une marge de manœuvre importante de renseignements à distance en renforçant nos capacités de réponse au téléphone, et, autant que possible, depuis le domicile des agents.**

Le directeur régional a fini par dire : « *Il n'y aura pas d'accueil physique la semaine du 11 mai, la semaine suivante, je pense pas non plus. On n'a donc le temps* » et a rajouté que « *peut-être que les gens ne voudront pas venir dans nos services pour des raisons sanitaires* ». **En bref, on a bien envie d'ouvrir pour faire plaisir au ministre Darmanin. Mais c'est compliqué. Donc on va y réfléchir en espérant que les usagers ne viendront pas ... C'est cela, oui !**



En bref, on a bien envie d'ouvrir pour faire plaisir au ministre Darmanin. Mais c'est compliqué. Donc on va y réfléchir en espérant que les usagers ne viendront pas ... C'est cela, oui !

Restauration :

Une réunion a eu lieu le même jour entre les présidents d'associations des restaurants administratifs, la direction et les prestataires. Des solutions ont été discutées mais, pour le moment, aucune décision n'a été prise. La CGT a évoqué la possibilité pour les restaurants de préparer des paniers repas que les collègues pourraient emporter sur leur lieu de travail pour déjeuner, si la réouverture classique était trop risquée en matière sanitaire.

Le moment, aucune décision n'a été prise. La CGT a évoqué la possibilité pour les restaurants de préparer des paniers repas que les collègues pourraient emporter sur leur lieu de travail pour déjeuner, si la réouverture classique était trop risquée en matière sanitaire.

La DRFiP a, quant à elle, évoqué la possibilité de faire venir les agents en demi-journées. Ce n'est pas, pour nous, une solution. C'est plutôt une hérésie de nous faire nous déplacer pour aussi peu de temps, notamment quand on prend les transports en commun (direction qui refuse toujours de fournir a minima deux masques pour ces personnes). De plus, cela nous semble un biais pour l'administration afin de s'exonérer du paiement des 17€50 de frais de repas. Nous avons rappelé que le trajet est assimilé au travail en matière d'accident de service. Mais cela n'a ému personne. Quoi qu'il en soit, **nous continuons à revendiquer l'octroi de masques par l'administration aux agents qui en font la demande, pour assurer leur sécurité sur les trajets et le lieu de travail.**

En matière de sécurité sanitaire, la CGT a émis la **proposition d'une signalétique dans les services pour rappeler aux collègues au sein des services les gestes à faire et ne pas faire.** À l'image des affiches dont la présence dans les toilettes avaient grandement amélioré l'hygiène générale aux dires de l'assistante de prévention en CHSCT. La direction a expliqué que le groupe de travail « déconfinement » travaillait déjà sur cette signalétique.

Problématiques RH

Rien de neuf concernant les mutations.

La CGT a demandé de quelle manière seraient organisés les stages probatoires des cadres A à partir du 18 mai. La DRFiP a pris contact avec chaque stagiaire mais est en attente de décisions de la DG sur ce point. Notre question concernant l'installation et la formation des B a obtenu la même réponse d'attente.

La CGT a, de nouveau, évoqué la principauté du SIP de Balma en matière de planning surdimensionné par rapport à ceux que nous avons pu nous procurer. La direction a déclaré y être attentive. Mais cela fait un mois que nous le signalons et que rien ne change !!!

Enfin, nous sommes revenus brièvement sur la situation à la trésorerie de Salies du Salat, poste que la direction surveillerait comme « *l'huile sur le feu* ». Les collègues, tout comme à Balma, attendent autre chose que de la surveillance : des résultats concrets !

La prochaine conférence téléphonique aura lieu le mardi 5 mai à 16h00.

